

2° toute personne qui a un intérêt direct au projet, soit personnellement, soit comme chargé d'affaire dont les parents, ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel ou direct au projet.

Art. 3. Le représentant de l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement assure la présidence du Comité d'accompagnement. En cas d'empêchement résultant de l'application de l'article 2, la présidence est assurée par le représentant de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire.

Art. 4. Le secrétariat du Comité d'accompagnement assure la préparation des dossiers, la convocation aux réunions et la rédaction des procès-verbaux des réunions.

Art. 5. Les membres du Comité d'accompagnement, et les personnes que le Comité d'accompagnement désire entendre sont convoqués par le secrétariat au moins cinq jours avant la réunion.

Art. 6. Les réunions ont lieu à huis clos. Les experts assistant les membres du Comité d'accompagnement n'ont pas droit de vote. Le Comité d'accompagnement ne siège valablement que si la moitié au moins des membres ayant droit de vote sont présents.

Les délibérations du Comité d'accompagnement sont adoptées à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Les délibérations sont motivées. Elles mentionnent les votes nominatifs émis. Les membres de la minorité peuvent déposer une note justifiant leur vote; en ce cas, cette note est annexée à la délibération.

Art. 7. A toute délibération notifiée, est joint le procès-verbal de la réunion.

Art. 8. L'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement tient un registre des procès-verbaux des réunions du Comité d'accompagnement et de ses délibérations.

Art. 9. Le membre de l'Exécutif qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions et le membre de l'Exécutif qui a l'environnement et la Politique de l'Eau dans les siennes, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1993.

Bruxelles, le 3 juin 1993.

Par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président, chargé de l'Aménagement du Territoire,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau,
D. GOSUIN

Le Secrétaire d'Etat,
R. HOTYAT

2° eenieder die rechtstreeks belang heeft bij het ontwerp, hetzij persoonlijk, hetzij als zaakgelastigde of wiens ouders verwanten, tot en met de vierde graad, persoonlijk of rechtstreeks belang hebben bij het ontwerp.

Art. 3. Het voorzitterschap van het Begeleidingscomité wordt waargenomen door de vertegenwoordiger van het Brusselse Instituut voor Milieubeheer. In geval van verhindering voortvloeiend uit de toepassing van artikel 2, van dit besluit, wordt het voorzitterschap waargenomen door de vertegenwoordiger van het Bestuur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening.

Art. 4. Het secretariaat van het Begeleidingscomité zorgt voor de voorbereiding van de dossiers, de oproeping tot de vergaderingen en het opstellen van de notulen van de vergaderingen.

Art. 5. De leden van het Begeleidingscomité en de personen die het Begeleidingscomité wenst te horen, worden ten minste vijf dagen vóór de vergadering opgeroepen door het secretariaat.

Art. 6. De vergaderingen hebben plaats met gesloten deuren. De deskundigen die de leden van het Begeleidingscomité bijstaan, hebben geen stemrecht. Het Begeleidingscomité vergadert slechts geldig indien ten minste de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig is.

De besluiten van het Begeleidingscomité worden bij meerderheid van stemmen aangenomen. In geval van staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De besluiten worden met redenen omkleed. Ze vermelden naamswijze de uitgebrachte stemmen. De leden van de minderheid kunnen een nota indienen waarin zij hun stem rechtvaardigen; in dat geval wordt die nota bij het besluit gevoegd.

Art. 7. Het besluit wordt samen met de notulen van de vergadering ter kennis gebracht.

Art. 8. Het Brusselse Instituut voor Milieubeheer houdt een register bij met de notulen van de vergaderingen van het Begeleidingscomité alsook van de besluiten.

Art. 9. Het lid van de Executieve dat bevoegd is voor Ruimtelijke Ordening en het lid dat bevoegd is voor Leefmilieu en Waterbeleid, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1993.

Brussel, 3 juni 1993.

Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve :

De Minister-Voorzitter, belast met Ruimtelijke Ordening,
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu en Waterbeleid,
D. GOSUIN

De Staatssecretaris,
R. HOTYAT

F. 93 — 1660

[C — 31190]

3 JUIN 1993

**Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale
relatif au Collège d'environnement**

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis environnement, notamment l'article 38;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre qui a l'Environnement et la Politique de l'Eau dans ses attributions,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — De la composition du Collège d'environnement

Article 1^{er}. Parmi les experts visés à l'article 38, alinéa 2, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, l'un est magistrat ou magistrat honoraire et assume la présidence du Collège d'environnement, au moins un autre est titulaire du diplôme de docteur ou de licencié en droit et au moins un autre encore est titulaire du diplôme d'ingénieur civil ou d'ingénieur agronome.

6

N. 93 — 1660

[C — 31190]

3 JUNI 1993

**Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve
betreffende het Milieucollege**

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 38;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Samenstelling van het Milieucollege

Artikel 1. Een der deskundigen, bedoeld in artikel 38, tweede lid, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, is magistrat of eremagistraat, die het voorzitterschap van het Milieucollege waarneemt, ten minste één ander lid is houder van een diploma van doctor of licentiaat in de rechten en nog ten minste één ander lid is houder van een diploma van burgerlijk ingenieur of landbouwkundig ingenieur.

Art. 2. La qualité de membre du Collège d'environnement est incompatible avec les fonctions ou mandats suivants :

- 1° tout mandat électif communal, provincial, régional et national;
- 2° bourgmestre;
- 3° sénateur provincial et sénateur coopté;
- 4° tout mandat dans un centre public d'aide sociale;

5° membre du Parlement européen;

6° agent d'un service public traitant de manière directe ou indirecte des matières d'environnement et exerçant ses fonctions sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

7° membre d'un cabinet ministériel;

8° l'exercice d'une activité relevant de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la promotion ou de la gestion immobilière, soit à titre personnel, soit comme administrateur ou membre du personnel d'une société ayant un tel objet social;

9° délégué effectif ou suppléant du Conseil, nommé en application de l'article 11 de l'ordonnance du 29 août 1991 relative à l'accès à l'information en matière d'environnement dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 3. Les membres du Collège d'environnement sont âgés de trente-cinq ans au moins et de septante-cinq au plus au moment de leur nomination, ou, le cas échéant, au moment du renouvellement de leur mandat.

Art. 4. Les membres du Collège peuvent être révoqués par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale en cas d'inconduite notoire portant préjudice à la dignité de leur fonction et en cas de manquements graves dans l'exercice de leur charge.

Art. 5. En cas d'empêchement de longue durée, de décès, de révocation ou de démission d'un des membres du Collège, le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est invité par l'Exécutif à présenter deux candidats; celui qui est nommé par l'Exécutif achève le mandat du membre empêché, décédé, révoqué ou démissionnaire.

CHAPITRE II. — Du fonctionnement du Collège d'environnement

Art. 6. Le Collège ne siège valablement que si quatre de ses membres au moins sont présents.

Les décisions du Collège sont adoptées à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Art. 7. Le Collège ne peut connaître d'un même dossier au cours de réunions successives que si sa composition effective ne varie pas de l'une à l'autre.

Art. 8. Le Collège adopte son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation de l'Exécutif. Ce règlement détermine notamment :

- 1° le mode de convocation aux réunions;
- 2° la forme des ordres du jour et des procès-verbaux des réunions;
- 3° le mode de désignation du membre rapporteur, dont il est question à l'article 10;
- 4° le mode de remplacement du président dans les cas où des raisons de force majeure empêchent ce dernier d'exercer ses fonctions.

Art. 9. Il est interdit à tout membre du Collège d'être présent à la délibération sur des cas auxquels il a un intérêt personnel direct ou indirect, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt direct.

Art. 10. Pour chaque recours dont le Collège est amené à connaître, le président désigne un membre du Collège comme rapporteur.

Le membre rapporteur procède à l'instruction du dossier. Il peut, à cette fin, requérir toute information utile auprès de l'administration communale et du fonctionnaire délégué de l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement.

Lors de la réunion du Collège, le membre rapporteur présente son rapport avant toute discussion du cas, et ce en présence des parties lorsqu'ils le souhaitent.

Art. 11. Le secrétariat assure notamment la préparation des dossiers et la rédaction des procès-verbaux des réunions. Il assiste le membre rapporteur dans l'instruction des dossiers.

Art. 2. De hoedanigheid van lid van het Milieucollege is onverenigbaar met de uitoefening van de volgende functies of mandaten :

1° elk door verkiezing verkregen gemeentelijk, provinciaal, gewestelijk en nationaal mandaat;

2° burgemeester;

3° provinciaal senator en gecoöpteerd senator;

4° elk mandaat in een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

5° lid van het Europees Parlement;

6° beambte van een overheidsdienst die rechtstreeks of onrechtstreeks aangelegenheden inzake leefmilieu behandelt en zijn ambt op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitoefent;

7° lid van een ministerieel kabinet;

8° een functie die verband houdt met de landbouw, de nijverheid, de bouwsector, de bevordering of het beheer van vastgoed, hetzij in eigen naam, hetzij als bestuurder of personeelslid van een maatschappij die een dergelijk maatschappelijk doel heeft.

9° afgevaardigde of plaatsvervangende afgevaardigde van de Raad, benoemd met toepassing van artikel 11 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 inzake de toegang tot informatie met betrekking tot het milieu in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 3. De leden van het Milieucollege zijn ten minste vijfendertig jaar oud en mogen niet ouder zijn dan vijfenzeventig jaar op het ogenblik van hun benoeming of, in voorkomend geval, op het ogenblik van de vernieuwing van hun ambtstermijn.

Art. 4. De leden van het Milieucollege kunnen door de Brussels Hoofdstedelijke Executieve worden afgezet in geval van kennelijk wangedrag dat de waardigheid van hun functie aantast of in geval van ernstige tekortkomingen in de uitoefening van hun functies.

Art. 5. Bij langdurige verhindering, overlijden, afzetting of ontslag-neming van één van de leden van het College, verzoekt de Executieve de Brussels Hoofdstedelijke Raad om twee kandidaten voor te dragen; degene die door de Executieve wordt benoemd, voltooit de ambtstermijn van het verhinderde, overleden, afgezette of ontslag-nemende lid.

HOOFDSTUK II. — Werking van het Milieucollege

Art. 6. Het College kan slechts geldig vergaderen indien ten minste vier leden aanwezig zijn.

De beslissingen van het College worden bij meerderheid van stemmen aangenomen. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 7. Het College mag eenzelfde dossier enkel behandelen tijdens opeenvolgende vergaderingen indien de feitelijke samenstelling ervan steeds dezelfde is.

Art. 8. Het College neemt zijn huishoudelijk reglement aan en legt het ter goedkeuring voor aan de Executieve. In dat reglement wordt inzonderheid bepaald :

- 1° de wijze van oproeping voor de vergaderingen;
- 2° de vorm van de agendapunten en de notulen van de vergaderingen;
- 3° de wijze van aanwijzing van het als verslaggever fungerend lid, zoals bedoeld in artikel 10;
- 4° de wijze van vervanging van de voorzitter in de gevallen van overmacht, waarin laatstgenoemde zijn functie niet kan uitoefenen.

Art. 9. Het is elk lid van het college verboden aanwezig te zijn tijdens de beraadslaging over gevallen waarbij een direct of indirect belang van de betrokkene aan de orde is of waarbij bloed- of aanverwanten, tot in de vierde graad inbegrepen, een direct belang hebben.

Art. 10. Voor elk beroep dat het College dient te behandelen, stelt de voorzitter één lid van het College als verslaggever aan.

Het als verslaggever fungerend lid onderzoekt het dossier. Hij kan daartoe alle nuttige inlichtingen inwinnen bij het gemeentebestuur en de gemachtigde ambtenaar van het Brussels Instituut voor Milieubeheer.

Tijdens de vergadering van het College legt het als verslaggever fungerend lid zijn verslag voor, alvorens het geval wordt besproken, zulk in aanwezigheid van de partijen wanneer zij gehoord worden.

Art. 11. Het secretariaat zorgt onder andere voor de voorbereiding van de dossiers en het opmaken van de notulen van de vergaderingen. Het staat het als verslaggever fungerend lid bij tijdens het onderzoek van de dossiers.

Art. 12. Les membres du Collège perçoivent des jetons de présence chaque fois qu'ils participent à une réunion dudit Collège. Par réunion, il n'y a pas lieu d'entendre les réunions destinées à préparer les décisions du Collège.

Le montant est fixé à quinze milles francs pour le président et à dix milles francs pour les autres membres du Collège. Ils ont droit, en outre, au remboursement des frais exposés pour l'exercice de leur fonction.

Art. 13. Le Collège établit chaque année un rapport d'activités mentionnant le nombre de recours traités, la nature des questions débattues, et les orientations de la jurisprudence du Collège.

Ce rapport est adressé à l'Exécutif et communiqué au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale au plus tard le 30 juin de chaque année.

Art. 14. Le membre de l'Exécutif qui a l'Environnement et la Politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1993.

Bruxelles, le 3 juin 1993.

Par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau,
D. GOSUIN -

Art. 12. De leden van het College ontvangen presentiegeld telkens als zij deelnemen aan een vergadering van dit College. Onder vergadering wordt niet verstaan de vergaderingen tot voorbereiding van de beslissingen van het College.

Het bedrag wordt op vijftienduizend frank vastgesteld voor de voorzitter en op tienduizend frank voor de overige leden van het College. Zij hebben bovendien recht op de terugbetaling van de bij de uitoefening van hun functie aangegane kosten.

Art. 13. Het College maakt jaarlijks een activiteitenverslag op waarin het aantal behandelde beroepen, de aard van de besproken aangelegenheden en de strekking van de rechtspraak van het College aan bod komen.

Dat verslag wordt aan de Executieve toegezonden en tegen uiterlijk 30 juni van elk jaar meegedeeld aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

Art. 14. Het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid Leefmilieu en Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1993.

Brussel, 3 juni 1993.

Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve :

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu en Waterbeleid,
D. GOSUIN

F. 93 — 1661

10 JUNI 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 20 janvier 1993 organisant l'octroi de chèques-repas au personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et de certains organismes d'intérêt public placés sous l'autorité ou le contrôle de l'Exécutif

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 40;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969, pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 19bis, § 2, modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 1987;

Vu le protocole 93/1 du Comité de Secteur XV du 4 février 1993;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de procéder sans délai à l'octroi de chèques-repas au personnel du Port de Bruxelles, dont la mise en place est fixée au 1^{er} juin 1993;

Sur proposition de son Ministre qui a les Travaux publics, les Communications et de la Rénovation des sites d'activité économique désaffectés, dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 janvier 1993 organisant l'octroi de chèques-repas au personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et de certains organismes d'intérêt public placés sous l'autorité ou le contrôle de l'Exécutif est ajoutée la mention suivante : « 6^o le Port de Bruxelles ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 1993.

N. 93 — 1661

10 JUNI 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot wijziging van het besluit van 20 januari 1993 tot regeling van de toekenning van maaltijdbons aan het personeel van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het gezag of de controle staan van de Executieve

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 19bis, § 2 gewijzigd door het koninklijk besluit van 11 december 1987;

Gelet op het protocol 93/1 van het Sectorcomité XV van 4 februari 1993;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld over te gaan tot de toekenning van maaltijdbons aan het personeel van de Haven van Brussel waarvan de oprichting is vastgesteld op 1 juni 1993;

Op de voordracht van haar Minister bevoegd voor Openbare Werken, Verkeerswezen en de Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten,

Besluit :

Artikel 1. Aan artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 20 januari 1993 tot regeling van de toekenning van maaltijdbons aan het personeel van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het gezag of de controle staan van de Executieve wordt de volgende vermelding toegevoegd : « 6^o de Haven van Brussel ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1993.